

# Guinée: vers la révision du schéma national d'aménagement du territoire!

Numéro spécial sur l'urbanisation  
en Guinée n° 002 /Avril 2020



Vue d'un quartier de Boké. © SANITA Villes Durables - 2019

Le constat est fait. Et il n'est pas reluisant: le schéma national d'aménagement du territoire adopté par le gouvernement, a grandement souffert de son application. D'où la persistance du déséquilibre en matière de développement sur le territoire national.

*Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.*

## Equipe du Bulletin

### **Administrateur général**

Dr. Ibrahima Kourouma, Ministre de la Ville et de l'Aménagement du Territoire

### **Directeur de la Publication**

M. Ibrahima CAMARA, Directeur National de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme

### **Conseiller éditorial**

Claude A. Meutchehe Ngomsi

### **Conseillers à la rédaction**

Nene Mariama BALDE

Alain NGONO

### **Rédacteur en Chef**

Ismael Kabiné CAMARA

### **Collaboration**

Balla CAMARA

Mohamed Lamine TRAORE

Martial GUIDOLO

Kadidja CONDÉ

Sékou CAMARA

Mamadou Oury DIALLO

Fatou SYLLA

Mamadou Korka Koulibaly

Mamady CISSE

### **Mise en page**

Giada LEONE

## **Editorial : Guinée, un pas de franchi vers la révision du Schéma National d'Aménagement du Territoire !**

### **Chères lectrices, chers lecteurs,**

Comme promis dans mon éditorial de la première livraison, vous avez encore entre vos mains, le deuxième numéro du Bulletin d'Informations Habitat-Infos. Il en sera ainsi, tous les trois mois pendant la durée du projet SANITA Villes Durables. Et même au-delà.

Au compte de la précédente livraison, vous avez été nombreux, aimables lecteurs, à nous témoigner vos impressions, soit pour apprécier la qualité et la diversité du contenu, la simplicité et la liberté du ton ; soit pour critiquer des insuffisances propres à améliorer la forme et/ou le fond de la Publication. Je vous en remercie et prends bonne note des compliments que je prends pour des défis ; et des critiques que j'assimile à une exigence de mieux vous servir en rendant l'information plus simple et plus digeste.

En effet, pour ce deuxième numéro, les projecteurs sont, en grande partie, braqués sur l'examen participatif à l'élaboration du Schéma National d'Aménagement du Territoire. Il s'agit là d'une activité majeure que mon département en partenariat avec l'ONU-Habitat, a réalisé, entre novembre et décembre 2019, à travers le pays.

Cette activité -faut-il le rappeler- s'est déroulée en deux temps dont la première partie a consisté en l'organisation, au mois de novembre 2019, des concertations à l'échelle des sept (7) régions administratives du pays pour l'examen participatif du SNAT.

Ces concertations régionales avaient pour but de recueillir les contributions des communautés à la base, des services techniques des administrations publiques et privées et des acteurs de la société civile sur l'état de mise en œuvre du SNAT adopté par le gouvernement en 1991 et la nécessité ou non d'élaborer un autre SNAT.

Après la tenue de ces foras régionaux, le gouvernement à travers mon Département a bien voulu organiser ce premier forum urbain national (FUNAGUI) qui a constitué la seconde étape de l'activité.

Sous les directives de son Excellence monsieur le Président de la République, le Pr. Alpha Condé, je puis dire que le FUNAGUI qui cadre parfaitement avec la politique du gouvernement en matière de planification urbaine, a tenu toutes ses promesses. Notamment en termes de mobilisation, de la qualité de l'expertise nationale et internationale, de la pertinence des thématiques et du déroulement.

Les réactions des participants recueillies çà et là ; les recommandations pertinentes obtenues, la participation d'éminents experts nationaux et internationaux, des professeurs d'Université, des étudiants, des médias nationaux et internationaux, des cadres techniques des départements concernés par les questions en débats en sont la meilleure illustration.

En définitive, chers lecteurs, force est de noter que la Guinée, vient de franchir un pas décisif dans sa marche vers la révision - comme souhaité par nombre d'acteurs à la base- du SNAT pour un développement urbain et rural équilibré qui tient compte des enjeux environnementaux, économiques, ... et du réchauffement climatique.

Pour la suite, le Gouvernement en collaboration avec ses partenaires, l'Union Européenne et l'ONU-Habitat notamment, poursuivent leurs efforts en vue de la conclusion dans les meilleurs délais, d'un SNAT révisé au service de la planification urbaine en Guinée.

Bonne lecture !



Dr. Ibrahima KOUROUMA Ministre de la Ville et de l'Aménagement du Territoire © cellule de Com' MVAT



Une vue de la ville de Mamou. © SANITA Villes Durables, 2019

### Guinée: vers la révision du schéma national d'aménagement du territoire

Le constat est fait. Et il n'est pas reluisant: le schéma national d'aménagement du territoire adopté par le gouvernement, a grandement souffert de son application. D'où la persistance du déséquilibre en matière de développement sur le territoire national

Pour tenter de trouver une réponse appropriée à cette situation qui freine le développement équilibré du pays, le Gouvernement a jugé bon de rectifier le tir en initiant un ambitieux projet nommé Programme de développement et d'assainissement urbain en Guinée, composante SANITA Villes Durables que l'Union européenne a bien voulu financer dans le cadre du 11ème fonds européenne de développement (FED).

SANITA Villes Durables est un projet qui vise essentiellement à doter le pays d'un SNAT actualisé qui réponde aux besoins actuels du développement urbain et rural de la Guinée. Au plan pratique, il s'agit de faire un examen participatif du schéma national d'aménagement du territoire existant en vue de l'actualiser ou d'en élaborer un nouveau.

Pour ce faire, le Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire en collaboration avec son partenaire d'exécution, l'ONU-Habitat a déjà organisé deux activités majeures. La première a

consisté en l'organisation, au mois de novembre 2019, des concertations au niveau de sept (7) régions administratives du pays pour l'examen participatif du SNAT.

Ces concertations régionales avaient pour but de recueillir les contributions des communautés à la base, des services techniques des administrations publiques et privées et des acteurs de la société civile sur l'état de mise en œuvre du SNAT adopté en 1991 et la nécessité de l'actualiser ou d'en faire un autre.

La seconde partie a été la tenue en décembre 2019, du premier forum urbain national. Cette grande concertation avait pour objectif de cerner les manifestations de l'insécurité foncière et énoncer les mesures à mettre en place en vue d'une meilleure gouvernance de la terre et une bien meilleure maîtrise de l'occupation du sol en milieu urbain, rural et minier au niveau des collectivités territoriales.

Au regard de ces importantes activités réalisées, on peut aisément dire et écrire que la Guinée a franchi un pas de géant dans le processus de révision du schéma national d'aménagement du territoire. C'est donc peu dire que sous peu, la Guinée aura son SNAT actualisé sous réserve des orientations stratégiques du comité de pilotage du programme de développement et d'assainissement urbain.

Comment on peut le constater, avec la matérialisation prochaine de l'actualisation du SNAT, la Guinée a de beaux jours devant elle en matière de planification urbaine et de développement urbain et rural durable.

## Urbanisation: et la Guinée organise son premier forum urbain national!

Le premier Forum Urbain National de Guinée – FUNAGUI s'est déroulé à Conakry, du 4 au 6 décembre 2019. Il a été organisé par le Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire en collaboration avec le Programme des Nations-Unies pour les Etablissements Humains- ONU-Habitat sur financement de l'Union européenne.



Une vue de la salle lors du FUNAGUI en décembre 2019.  
© SANITA Villes Durables

Ce forum a été organisé dans le cadre du projet SANITA Villes Durables du gouvernement guinéen en cours de mise en œuvre par l'ONU-Habitat sur financement de l'Union européenne. Il a regroupé plus de 300 participants issus de toutes les catégories sociales de toutes les composantes socio-professionnelles venus de toutes les régions administratives du pays.

Intitulé **Gouvernance des institutions, l'urbanisation durable et les opportunités de croissance économique soutenable à l'horizon 2040**, le FUNAGUI avait pour objectif de cerner les manifestations de l'insécurité foncière et énoncer les mesures à mettre en place en vue d'une meilleure gouvernance de la terre et une bien meilleure maîtrise de l'occupation du sol en milieu urbain, rural et minier au niveau des collectivités territoriales.

La cérémonie d'ouverture des travaux du FUNAGUI a connu la présence du Ministre du Commerce représentant son homologue de la Ville et de l'Aménagement du Territoire ainsi que celle du Ministre des Investissements et des Partenariats Publics-Privés ; du Coordonnateur Résident

par Intérim du Système des Nations-Unies, du Directeur de Cabinet du Gouvernorat de Conakry et du Gestionnaire du projet SANITA Villes Durables, Claude NGOMSI.

En ouvrant les travaux du FUNAGUI, le Ministre Boubacar Barry a invité les participants à une contribution active durant les trois jours de concertation en vue de proposer des pistes de solutions pour l'amélioration de la gouvernance urbaine en Guinée.

Auparavant, le gestionnaire du projet SANITA Villes Durables avait pris la parole pour rappeler le contexte des présentes concertations. Ainsi, Claude NGOMSI a indiqué que le FUNAGUI est l'aboutissement de la tenue, du 11 au 22 novembre derniers, des foras dans les régions administratives du pays qui ont vu plus de 600 participants examiner la politique urbaine nationale et le niveau d'exécution du Schéma National d'Aménagement du territoire (SNAT) de 1991.

Dans la foulée de sa communication, Claude NGOMSI dira que SANITA Villes Durables a pour rôle de faciliter le développement des solutions endogènes ou mixtes pour améliorer la gouvernance urbaine.

« La Guinée s'urbanise progressivement avec des efforts variés de maîtrise de l'occupation du sol, de l'offre, de l'administration des services de base et de développement des innovations sociales et économiques. Avec un taux d'urbanisation de 28% en 1990 et une population urbaine estimée à plus d'un million et demi de personnes, la Guinée regroupe près de 40% de sa population dans les établissements humains urbains à ce jour. Selon les projections, la Guinée abritera 56% des urbains contre 44% de ruraux à l'horizon 2050 ; soit 13.7 millions d'habitants contre 4.4 millions en 2014 », a informé Claude Albert Meutchehe NGOMSI du Bureau régional pour l'Afrique de l'ONU-Habitat.

Pour sa part, Pr. Georges Ki-Zerbo a déclaré : « cette concertation sur l'urbanisation durable vient à point nommé d'autant plus qu'elle devra aider à revisiter les orientations prises par les institutions publiques en matière de politiques et stratégies de développement sectoriel, de réglementations, d'organisation et de programmation des investissements ».

A noter que durant le Forum, plusieurs thématiques ont fait l'objet de présentation et de débats. Il s'agit entre autres : Gouvernance des Institutions et Urbanisation Durable ; Etat de mise en œuvre du schéma d'aménagement du territoire ; Cadre d'analyse de la gouvernance foncière en Guinée ; éradiquer les bidonvilles en Guinée : éléments d'analyse ; Aménagement du territoire, urbanisme et politiques sectorielles en Guinée : bilan et perspectives ; forum des investisseurs et du secteur bancaire pour une urbanisation durable et la production des logements décents ...

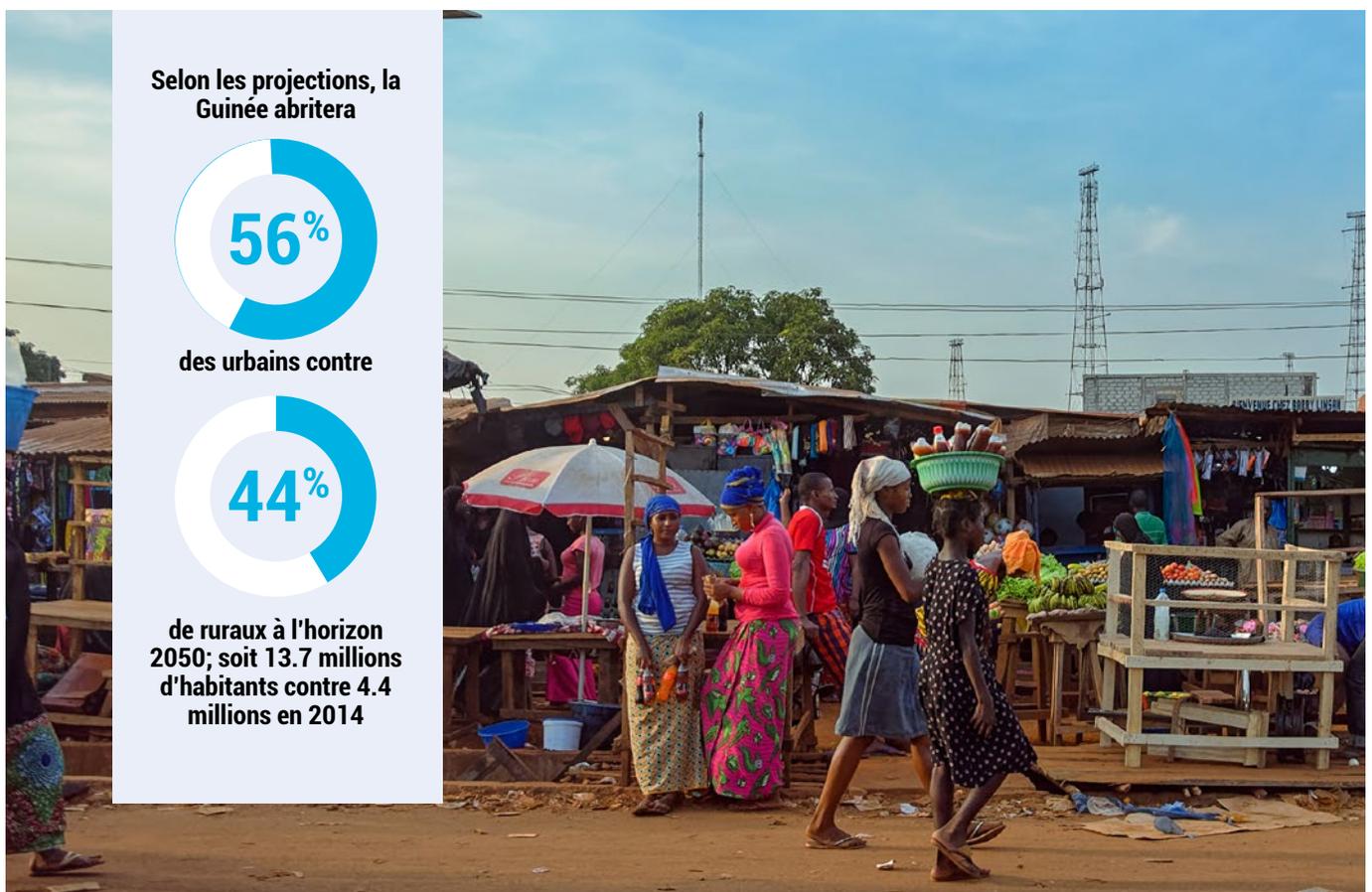
A la cérémonie de clôture du FUNAGUI, le Ministre de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, M. Mouctar Diallo, a rassuré qu'avec l'accompagnement des partenaires, le gouvernement veillera à la mise en œuvre des recommandations issues des présents travaux.

Quant au Coordonnateur Résident du Système des Nations-Unies en Guinée, il a déclaré : « Nous prenons acte des recommandations formulées. La problématique urbaine est en effet au cœur de l'accélération vers l'atteinte des Objectifs Globaux du Développement Durable (OGDD) »

Au terme des travaux de trois jours, les participants au premier forum urbain national de Guinée ont fait plusieurs recommandations. Parmi ces recommandations, on peut citer : concevoir un système d'adressage urbain et territorial pour collecter les taxes, renforcer la gouvernance foncière et des institutions municipales ; simplifier et appliquer les procédures d'urbanisme, de construction et de gestion du développement urbain ; éduquer et sensibiliser les populations, particulièrement les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec un handicap sur les enjeux et opportunités de l'urbanisation et de la croissance des zones rurales en vulgarisant les lois et normes.

Comme on peut aisément le constater, le premier Forum Urbain National, au constat des échos retentissants, a tenu toutes ses promesses. Reste maintenant à traduire dans les faits, les recommandations formulées.

Pour rappel, le Programme de Développement d'Assainissement Urbain en Guinée SANITA - Villes Durables est financé par l'Union européenne dans le cadre du Programme Indicatif National (PIN) du 11eme Fonds Européens de Développement (FED).



© Giada Leone, 2019

## Parole aux bénéficiaires/ FUNAGU

### FUNAGUI: des participants s'expriment

Lors du premier Forum urbain national de Guinée, des étudiants fortement mobilisés pour l'occasion, se sont prononcés sur l'organisation de cette grande concertation nationale et les attentes qui s'y rattachent. Lisez plutôt ci-dessous, l'intégralité des dites réactions.

#### M. Alhassane DIABY Etudiant Génie civil Université Gamal Abdel Nasser de Conakry

Ce forum a été très riche avec la venue des experts internationaux. Ils ont apporté leur expérience pour enrichir les débats. Ce que j'ai aussi beaucoup apprécié c'est que ces experts sont tous des africains. Cela suppose qu'ils connaissent bien les réalités africaines. Je suis sûr qu'on peut mettre en pratique le projet de Grand Conakry Vision 2040 avec ce que j'ai entendu ici, c'est possible.

Mais la question que je me pose est de savoir s'il y aura le suivi pour la mise en œuvre effective des recommandations issues de ce forum.

Une chose est certaine, c'est que désormais nous sommes informés des enjeux de ce forum urbain national.

#### Solutions pour rendre les villes plus durables...

Nous devons décentraliser les choses, parce que chez nous, les décisions viennent toujours du sommet, on ne laisse pas les autorités locales gérer les problèmes qui se posent à elles localement. Il faut aussi promouvoir la participation des jeunes et des femmes qui constituent le moteur de toute action de développement. Comme un de nos professeurs disait, le développement d'un pays vient de trois « i » : initiation, imitation et innovation. Cela veut dire que nous devons initier et imiter ce que les autres pays ont fait pour innover.

#### Réchauffement climatique !

Un pays comme la Guinée est à moins de 20 % du taux d'industrialisation. Donc la question du réchauffement climatique est un peu trop tôt pour la Guinée. Qu'à cela ne tienne, les enjeux sont là, nous assistons à la coupe abusive des bois dans le pays. Je pense qu'il est grand temps de faire des assises avec les experts du domaine pour trouver des pistes de solutions et atténuer ainsi, les effets du changement climatique.



#### Mademoiselle Sayon Kadidja KOUROUMA, Etudiante à l'Université privée de Kofi Annan (Conakry)

Ce forum concerne tout le monde puisqu'il parle du cadre de vie. Le problème de restructuration de la ville de Conakry est un problème majeur. Disons que notre capitale ne remplit pas les normes d'une vraie capitale. Ce forum va permettre j'en suis sûre, de favoriser la sensibilisation des populations sur les problèmes d'insalubrité de la ville de Conakry.

#### Comment faire pour avoir des villes durables...

Moi je pense qu'il faille mettre l'accent sur la sensibilisation des populations. Par exemple l'assainissement tous les derniers samedis de chaque mois initié par le gouvernement est une bonne chose. Mais il faut reconnaître qu'en dépit de cette opération, on trouve toujours des tas d'ordures partout à Conakry. Cela veut dire qu'on doit davantage sensibiliser les gens. On doit leur expliquer les conséquences de leurs actes. Je pense que le gouvernement a une grande responsabilité dans cet état de fait. Il doit mettre en place des structures à même de faciliter l'assainissement de la ville de Conakry.

**M. DONZO, Etudiant à l'Université Sonfonia, Département Géographie, Concentration Géophysique Environnement**

Ce forum est pour nous étudiants comme une formation. C'est la première fois pour moi d'assister à un tel forum. Je profite de l'occasion pour saluer cette initiative et remercier les dirigeants de notre Université pour l'opportunité qu'ils nous offrent.

Je pense que pour réussir une bonne urbanisation, il faut la décentralisation des services, ceux qui construisent, les gouvernants doivent respecter les normes et ainsi être un exemple pour la population idem pour les gouvernés.

**M. Sadjo Sy SAVANE, Etudiant à l'Université de Sonfonia, Département Géographie, Concentration : Aménagement du territoire et Urbanisme**

Je suis très comblé, ravi de participer pour la première fois à un forum national sur l'urbanisation. Je profite de l'occasion pour féliciter les organisateurs de cette rencontre.

Je suis désormais bien situé sur les causes de l'occupation anarchique du sol guinéen, à travers l'intervention des experts, j'ai compris que tout le monde peut contribuer chacun à sa manière pour construire les villes durables,

**Recommandations pour avoir des villes durables...**

Il faut le respect de la planification du développement, des normes. Je profite de l'occasion pour inviter le gouvernement à la mise en pratique de la planification urbaine, j'invite par la même occasion, les populations au respect des règles d'occupation des domaines.

**Mademoiselle SOUMAORO, Etudiante à l'Université Sonfonia, Département Géographie, Concentration Aménagement du Territoire et Urbanisme**

Je commence par remercier les organisateurs de ce forum. Ce forum nous a apporté beaucoup en termes d'informations sur les questions d'urbanisation, de foncier, du changement climatique etc...

Concernant les enseignements, j'ai beaucoup appris sur comment devenir propriétaire foncier, et la gestion de notre environnement immédiat.

**Recommandations pour avoir des villes durables...**

Il faut promouvoir l'urbanisation et le respect des codes de lotissement. Pour avoir des villes durables, il faut une bonne gouvernance urbaine ; au niveau des populations, on doit sensibiliser pour dire de ne pas jeter les ordures n'importe où.



**M. Paul KOIVOGUI, Etudiant à l'Université de Sonfonia**

J'ai une impression de satisfaction au sortir de ce forum. Ce forum est comme un mini-stage pour nous, il nous a permis d'avoir beaucoup de connaissances sur les enjeux des questions foncières, de l'aménagement du territoire et de la politique urbaine de notre pays. J'ai surtout apprécié le partage par des experts internationaux des expériences d'autres pays. C'est par exemple le cas de Claude NGOMSI qui nous a instruit de l'expérience du Rwanda qui pour moi est un exemple à suivre.

Au cours du forum nous avons compris que l'action de l'Etat devrait toujours précéder celle de la population.

**Que faire pour avoir des villes durables...**

La solution est d'abord d'ordre politique, ensuite vient le respect des réglementations et des normes. Il faut aussi renforcer la formation des cadres techniques en charge des questions de l'habitat, du foncier etc.

Pour moi, ce forum est très important d'autant qu'il vise à promouvoir l'urbanisation durable contre l'occupation anarchique des domaines.

En termes d'enseignements, je dois dire qu'avant d'arriver ici je ne savais pas par exemple si ma capitale était aussi en danger par l'occupation anarchique du sol. Aussi, je constate que les zones réservées sont habitées par des populations. Cela n'est pas normal.

Je pense que l'Etat doit davantage veiller au respect des règles de construction et de zonage. Je constate que les habitations et les usines se côtoient ce qui est dangereux, et les routes mal tracées.

# Recommandation FUNAGUI

## PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DU FUNAGUI 2019

### Panel introductifs: Aperçu sur l'implémentation du SNAT de 1991 et des enjeux du foncier en Guinée

- Rappel des séances et exposés délivrés :
- i. « Vers la bonne gouvernance urbaine en Guinée : Approche du projet SANITA Villes Durables et orientations citoyennes », par *Nene Mariama Baldé*
  - ii. Panel international : Gouvernance des Institutions et Urbanisation durable. Priorités continentales et expériences du Canada, du Burkina Faso, du Togo et du Rwanda, par Antoine Noubouwo, Léandre Guigma, Abdoulaye Kane, Tchini Kodjo, Claude Ngomsi,
  - iii. Panel national : Etat de la mise en œuvre du SNAT et priorité thématiques pour l'élaboration de la politique urbaine nationale : résultats des foras, par *Nene Mariama Baldé*
  - iv. Réflexion sur la mise en œuvre du code foncier : les limites et l'implication sur la cohésion communautaire en Guinée ; par *Lamine Diakité*
  - v. Cadre d'analyse de la gouvernance foncière en Guinée, par *Barry Alpha Amadou*

Préoccupations / Enjeux mis en exergue	Principales Recommandations
<p><i>Limites et insuffisances d'implémentation du SNAT:</i> zonages industriels ; provisions territoriales en infrastructures et équipements (AEP, électrification, etc.) ;</p> <p>Faiblesses des acteurs institutionnels porteurs (MVAT, inter ministérialités, Collectivités locales)</p> <p>Foncier. Insécurité foncière et dualité conflictuelle des droits modernes et coutumiers (périphéries urbaines)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles des administrations publiques et collectivités locales en charge de l'aménagement du territoire</li> <li>• Opérationnalisation effective des dispositions spatiales et infrastructurelles du SNAT de 1991 (zonages et infrastructures)</li> </ul>

### Panel: Aperçu sur les résultats provisoires des études de base de SANITAT Villes Durables

- Rappel des exposés présentés
- i. Diagnostic territorial et économique du développement urbain en Guinée, par C, Agbogbé
  - ii. Etat de mise en œuvre du Plan de développement urbain de Conakry, par A. Noubouwo
  - iii. Eradiquer les bidonvilles en Guinée : éléments d'analyse, par Léandre. Guigma

Problématiques / Enjeux discutés	Principales Recommandations
<p>Urbanisme.</p> <p>Faiblesse des services compétents face à l'étalement urbain,</p> <p>Production législative : restreinte, défaut de textes d'application, inapplication de l'existant,</p> <p>Forte contrainte de mobilité urbaine à Conakry</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création/Structuration/amélioration des Ordres professionnels en urbanisme et aménagement territorial</li> <li>• Mise à jour et application effective de la législation urbaine (normes, réglementations et procédures)</li> </ul>

## Restitution des panels du jour 2

Pour rappel, le jour 2 a été consacré aux panels en ateliers dans les salles A, B et C.

### Salle A : Panel « Aménagement du territoire. Urbanisme et Politiques sectorielles en Guinée : bilan et perspectives

#### ● Objectif

Examiner le lien entre l'aménagement du territoire et les politiques sectorielles, pour mettre en exergue les défis du pilotage stratégique et déterminer les modalités d'une cohérence de mise en œuvre

#### ● Principales recommandations

Rappel des exposes délivrés

- |   |  |
|---|--|
| <p>i. Diagnostic territorial et économique du développement urbain en Guinée. C, <i>Agbogbé</i></p> | <p>ii. Bilan et stratégie de l'aménagement du territoire en Guinée : Politique nationale de l'habitat, Habitat vision 2021. Lansana Fanta CAMARA</p> <p>iii. Planification urbaine en République de Guinée. <i>Sékou CAMARA</i></p> <p>iv. Etat de la mise en œuvre du SNAT et priorité thématiques pour l'élaboration de la politique urbaine nationale. Nene Mariama Balde</p> <p>v. Villes et armature urbaine. <i>Dr BERETE Mory</i></p> |
|---|--|

#### Problématiques / Enjeux discutés

##### Politique urbaine

Comment passer à une nouvelle politique urbaine, tenant compte du vécu et des expériences de mise en œuvre de la politique actuelle ? Quelles sont les réformes/dispositifs qui traduisent la priorisation politique du secteur urbain

**Le SNAT:** faut-il conserver le SNAT de 1991 en l'état ? Faut-il le maintenir dans ses fondements et orientations stratégiques tout en le mettant à jour ?

Quelle place pour les universités et centres de recherche dans la conduite de la politique urbaine et d'aménagement du territoire ?

#### Principales Recommandations

##### Secteur urbain

- Priorisation politique du secteur de l'urbain par (i) amélioration des allocations budgétaires par l'Etat (ii) pourvoi en ressources humaines qualifiées et en nombre suffisant ; promotion des corporations professionnelles (iii) renforcement des capacités budgétaires et en ressources humaines de collectivités
- Envisager une évaluation de la politique actuelle à l'horizon 2021, et l'élaboration d'une nouvelle politique

##### SNAT

- Position affirmée en faveur de l'actualisation du SNAT, par opposition à toute autre alternative
- Mettre à jour et implémenter effectivement la grille d'infrastructures et d'équipements des régions
- Protéger le littoral et les mangroves, par la production de textes législatifs et leur application effective

##### Universités et Centres de recherche

- Soutenir l'adaptation de l'offre de formation aux besoins réels, pour les formations initiales et continues
- Impliquer les Universités aux réflexions stratégiques du secteur

**Salle B « Panel : « Planification du Grand Conakry, et défis de la gestion des services urbains en Guinée »**

● **Objectifs**

- i. Examiner et apprécier les résultats provisoires des études de planification/restructuration en cours
- ii. Identifier un minimum d'équipements institutionnels et opérationnels pour la délivrance des services de base par la ville de Conakry.
- iii. Problématiques et enjeux discutés

● **Principales recommandations**

Rappel des exposes présentés

- i. Evaluation du plan de développement urbain de Conakry 2040 : justificatifs, méthodologies et processus. *A. Noubouwo, Consultant ONU Habitat*
- ii. La restructuration du quartier précaire de Dar-es-Salam à Conakry : impacts et leçons apprises. *Rougui Drame, Consultante*
- iii. Problématique et orientations de l'amélioration participative des quartiers précaires, visions et approches à l'action de l'administration publique. *Léandre Guigma, Consultant ONU Habitat*

- iv. Stratégie d'assainissement de la municipalité de Kaloum. *Aminata Touré, Maire Commune de Kaloum*
- v. Profil d'un urbanisme dans une organisation internationale : Pratiques, visions et approches à l'action l'Administration publique. *Giada Leone, Consultante ONU Habitat*
- vi. Municipalités face aux changements climatiques : revue des capacités de résilience. *Dr Bademaba BARRY, Directeur communal de l'Habitat et de la construction de Kaloum.*
- vii. Lotissements assainis dans la gestion spatiale urbaine. *Frantoma Béréte, Expert Géomètre et Fondateur des écoles ESIA de Yattaya.*
- viii. Adressage urbain et observatoire de sécurité à Conakry : approche, résultats préliminaires et implication pour les personnes vivant avec un handicap. *Mamadou Korka Diallo, Expert SIG*

Problématiques/enjeux discutés	Principales recommandations
<p>Les échanges ont plutôt portés sur les enjeux/contraintes majeurs vécus de l'urbanisation de Conakry : rareté des espaces libres/de loisirs ; prévalence lotissements hors planification et morcellement, irrespect des textes, hors implication des professionnels ; Tendance étalement de la ville ; Déficit de systèmes de financement d'aménagement</p> <p><b>La timidité de la volonté politique</b></p> <p>Les discussions sur les services urbains ont plutôt mis en exergue dont les dysfonctionnements méritent une attention soutenue : (i) gestion des baux, (ii) les débarcadères pour les aspects sécurité et gestion des déchets ; Environnement et changement climatiques ; aménagement et protection du littoral</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Principales mesures pour renforcer l'urbanisme professionnel et la planification : (i) responsabiliser les professionnels dans la gestion urbaine (ii) créer l'ordre des Urbanistes de Guinée, (iii) Veiller au respect des schémas d'aménagement (iv) Favoriser l'inter-ministériatité</li> </ul> <p>Etablir/améliorer le soutien et la collaboration avec les universités</p> <p>Foras urbains : prendre effectivement en compte les résultats et recommandation ; régulariser la tenue</p>

## Salle C: Panel « Gestion du foncier et enjeux de développement municipal concerté.

- **Objectifs**
  - i. Contribuer à une nomenclature des responsabilités actuelles entre l'Etat et les collectivités locales dans la gestion foncière,
  - ii. Déterminer quelques pistes de recommandations susceptibles d'être utilisées par SANITA en termes d'appuis institutionnels aux acteurs
  - iii. Explorer quelques pistes de gestion partagée du foncier urbain
- **Principales recommandations**  
**Rappel des exposés**
  - i. Echanges sur les instruments et réglementation de la gestion foncière et responsabilités des collectivités. ;
  - ii. Gouvernance municipale à l'aune du Code des collectivités locales : apports et contraintes de mise en œuvre. *Moustapha Barry* ;
  - iii. La Plateforme nationale multi-acteurs pour une gouvernance foncière responsable en Guinée. *Macky Bah, ONG ACORD Guinée*
  - iv. Problématiques de la vente des terrains à la périphérie urbaine de Conakry ;
  - v. Nécessité des outils de planification appropriés : Télédétection pour des plans fonciers du sol et gestion durable du territoire : Quelle(s) solution(s) pour la Guinée. *Alhassana Balde, Dubreka*
  - vi. Contribution des partenaires à la réduction de la pauvreté et à la promotion immobilière en Guinée Échanges sur les stratégies et approches d'amélioration du bien-être. *Tchini Kodjo, Consultant*
  - vii. Expériences de promotion immobilière en Guinée : leçons et recommandations ;
  - viii. Partenariat Public-Privé et financements innovants. *Directeur National, DATU*
  - ix. Profils et Impact du secteur informel sur l'urbanisation en Guinée. *Mamadou Dian Diallo, Consultant*
  - x. Financement des infrastructures, voiries, réseaux divers et des lotissements assainis. Apports des institutions nationales et des FED. *Kerfalla Toure, DG BSD*

## Problématiques/enjeux discutés

1. La non maîtrise du foncier par l'Etat
2. L'incohérence et la mauvaise interprétation des textes ; et l'absence des textes d'application ;
3. Les spéculations foncières et la récurrence des conflits domaniaux ;
4. L'occupation illégale des réserves foncières de l'Etat et la destruction des forêts classées et autres écosystèmes ;
5. L'envahissement des emprises des voiries et l'obstruction des émissaires naturels ;
6. La destruction et l'occupation des sous-bassins versants ;
7. L'absence d'une base de données fiable de cartographiques en Guinée ;
8. L'absence d'une politique de sécurisation foncière en Guinée ;
9. L'inactivité et la politisation des Organisations de la société civile ;
10. Le non suivi des investisseurs étrangers dans l'installation et l'exploitation de leurs unités industrielles sur le territoire guinéen...

## Principales recommandations

## A l'adresse de l'Etat

- La révision et la vulgarisation du code foncier et domanial
- La coordination des interventions entre tous les différents ministères sectoriels
- L'adoption et l'application scrupuleuse de mesures disciplinaires exemplaires contre les spéculateurs fonciers
- La formation des cadres des structures judiciaires sur les principes de l'aménagement du territoire ;
- Le déguerpissement forcé des citoyens occupant les réserves foncières de l'Etat
- L'interdiction formelle de la destruction des forêts classées et le rétablissement du couvert végétal ;
- La conception d'une base de données spatiale accessible
- La recherche par l'Etat des financements nécessaires pour la construction des logements sociaux ;
- La création des mutuelles financières pour résoudre les problèmes de logements des fonctionnaires
- La mise en place d'un cadastre fiscal pour la Guinée ;

## A l'adresse du Législateur

- L'harmonisation de tous les textes de loi relatifs au domaine, le cadastre, le foncier, la construction

## A l'adresse de l'Etat et du Secteur Informel

L'organisation par l'Etat du secteur informel qui

## A l'adresse de l'Etat et des Universités

Mettre à contribution les universités pour former les cadres

## Restitution des panels du jour 3

### ● Objectif

- i. Contribuer à enclencher une dynamique de gestion de villes inclusives
- ii. Contribuer à l'appréhension d'une vision holistique des PTF sur l'urbain en Guinée
- iii. Contribuer à une dynamique de rapprochement entre investisseurs et acteurs institutionnels et privés

### ● Principales recommandations

- i. Rappel des panels
- ii. Le Forum des jeunes et femmes pour l'urbanisation durable,
- iii. Le Forum des investisseurs et du secteur bancaire pour une urbanisation durable et la
- iv. Production des logements décents,
- v. Le Forum des partenaires techniques et financiers du développement
- vi. Les présentations des Universités et Centres de Recherche

Problématiques / enjeux discutés	Principales recommandations
<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'intégration et le bien être des catégories sociales Femmes et Jeunes en milieu urbain</li> <li>• Les fenêtres de financement du logement décent par l'Etat et le secteur privé</li> <li>• Partage d'information sur les interventions des PTF sur l'urbain en Guinée</li> <li>• Echanges sur les recherches universitaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utiliser des réseaux sociaux pour sensibiliser sur les dangers et dénoncer des occupations anarchiques ;</li> <li>• Promouvoir le recyclage des ordures et mettre en place un centre d'enfouissement des déchets solides ;</li> <li>• Favoriser l'implication des banques et assurances dans le financement des logements sociaux ;</li> <li>• Promouvoir les projets urbains et architecturaux dans le cadre de la protection et valorisation du littoral.</li> </ul>



Délégation du MVAT au FUNAGUI © Claude Ngomsi / ONU-Habitat



## Fora régionaux

© SANITA Villes Durables, 2019

### Guinée : concertations régionales autour de l'élaboration de la PUN et l'examen participatif du SNAT

En vue de l'élaboration de la politique urbaine de la Guinée (PUN) et de l'examen participatif du schéma national d'aménagement du territoire (SNAT), le Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire en collaboration avec le projet SANITA Villes Durables, a organisé une série de concertations régionales durant la période allant du 10 au 21 novembre 2019.

Ces rencontres qui ont couvert les 7 régions administratives de l'intérieur du pays, se sont déroulées en deux temps ou journées. La première journée consacrée aux débats sur l'élaboration et la validation d'une politique urbaine nationale définissant les orientations stratégiques, les rôles et responsabilités des différents acteurs, a été une étape décisive de l'organisation du 4 au 6 décembre 2019, du premier forum urbain national de Guinée.

Ces fora régionaux ont eu le mérite de collecter des contributions venant des communautés et des services techniques des administrations publiques et privées sur le développement durable des villes pour une bonne gouvernance urbaine.

La seconde journée a porté sur l'examen participatif du Schéma national d'aménagement du territoire adopté en 1991. La question à cette occasion était claire : faut-il actualiser le SNAT existant ou faire un nouveau SNAT ? A l'issue de ces concertations, la tendance était à l'actualisation du SNAT existant. Mais quel que soit le cas de figure, l'avis du comité de pilotage est prépondérant pour les orientations à suivre. Ce qui n'est pas encore le cas – quand nous allions sous presse- en début mars 2020.

En effet, ces concertations avaient pour objectifs d'identifier et classer les définitions des concepts, les défis majeurs de l'urbanisation et du développement urbain dans chaque région administrative ; et lister les recommandations clés pouvant concourir à renforcer la gouvernance urbaine tant au niveau local que national en vue de produire des stratégies d'amélioration du cadre de vie plus salubre, sûr, résilient, et durable.

Ces concertations visaient aussi à déterminer le niveau de mise en œuvre des recommandations du SNAT au niveau des régions administratives; et classer les propositions visant à garantir la mise en œuvre des recommandations du futur SNAT et des documents d'orientations que sont le PNDES et la Vision 2040.

Partout dans le pays, les concertations régionales ont été sanctionnées par la formulation consensuelle des problèmes et recommandations concernant l'élaboration de la politique urbaine nationale et le niveau de mise en œuvre du Schéma national d'aménagement du territoire.

## Parole aux bénéficiaires/ foras

### Foras régionaux : des participants s'expriment

Dans le double but de recueillir les avis des acteurs et bénéficiaires à la base, sur la mise en œuvre du Schéma national d'aménagement du territoire et la nécessité d'élaborer une politique urbaine nationale, des foras ont eu lieu dans les régions administratives du pays. C'était en novembre 2019. Au cours de ces concertations, des participants issus de différentes couches socio-professionnelles ont donné leurs avis, chacun, selon ses préoccupations. Panel ci-dessous !

#### M. Almany Alia Camara, secrétaire général des collectivités de la préfecture de Dubreka

Personnellement, je suis très satisfait. Puisque vous savez que la gestion des collectivités fait appel à un certain nombre d'éléments. C'est un domaine qui est multisectoriel ouvert à beaucoup de services techniques comme l'urbanisme et l'habitat, les mines et autres. On est très heureux de participer à une telle rencontre puisque ça va renforcer nos capacités pour ce qui est lié au développement durable et l'aménagement du territoire. Donc, on est très content d'être ici. J'en profite pour remercier l'Union européenne qui a bien voulu financer ce projet, SANITA Villes Durables. De retour à Dubeka, je pense que nous allons faire la restitution de ce qu'on a appris des problématiques débattues.

Comme c'est la première journée, nos attentes sont à moitié comblées, c'est un renforcement de capacités par rapport à la connaissance des textes législatifs et règlementaires. Parce qu'on a parlé des codes des collectivités ; du code domaniaux etc.

#### M. Alhassane BALDE, ingénieur à la direction préfectorale de l'Urbanisme et l'Habitat de Dubreka.

Ça me fait plaisir de voir mon ministère avec l'ONU-Habitat ensemble pour voir comment améliorer le cadre de vie des populations, cela m'enchanté à plus d'un titre.

J'ai des fortes attentes et j'espère qu'elles vont porter parce qu'au cours de ces débats, on a recueilli beaucoup d'informations. Il y a des avis motivés et des critiques sincères. Je pense qu'ils vont tous converger à avoir une vie paisible dans notre pays.

Je recommande que l'ONU-Habitat continue d'appuyer notre pays pour avoir des schémas d'aménagement pour nos villes.

#### M. Kabinet Diawara, secrétaire général chargé des collectivités décentralisées de Kindia

Je salue l'initiative et tous ceux-là qui ont porté l'organisation de cette rencontre. Déjà cela est une préoccupation de toutes les autorités à tous les niveaux. La gestion des domaines et l'occupation des espaces par les collectivités. Aujourd'hui, l'Etat a mis dans les compétences des collectivités, la gestion de ces domaines. Mais, aujourd'hui, il y en a qui se cherchent par rapport à l'application de cette compétence. Donc, c'est une opportunité, une aubaine pour nous. C'est le lieu de saluer non seulement le gouvernement mais aussi et surtout les partenaires en l'occurrence l'Union européenne, l'ONU-Habitat qui ont pris l'initiative d'accompagner cette politique d'urbanisation de notre pays. Cette initiative est une nécessité au regard de la démographie qui est très galopante. Donc, il vaut mieux faire dans la prévention par rapport à la gestion de tous les domaines au niveau des collectivités.

#### Attentes

Mes attentes c'est interpeler les différents départements impliqués dans le processus pour l'application des codes qui régissent l'aménagement du territoire en Guinée.

Je propose aussi qu'on harmonise les différents codes, puisque j'ai entendu parler ici des codes domaniaux, des collectivités ; et du foncier.

#### Recommandations

On est dans le contexte d'une planification pour une bonne urbanisation. Pour ce faire, ►

on doit tenir compte de la population. On doit tenir compte de l'aspect éducation civique. Parce que toute politique qu'on mène sur le terrain c'est pour que les populations y adhèrent. Sans cela, on ne pourra pas aller de l'avant.

#### **Sentiment de reconnaissance**

Au sortir de cette rencontre je suis animé d'un sentiment de satisfaction et de reconnaissance en vers les organisations de cet atelier. Je sais désormais ce qu'il y a lieu de faire en termes de sensibilisation relative à l'occupation anarchique des domaines et au lotissement dans nos collectivités.

#### **M. Justin BILIVOGUI, directeur préfectoral des Eaux et Forêts de Dalaba**

Je suis très content d'abord des organisateurs. Avant de venir ici, j'avais beaucoup d'ambitions. Je suis quand même heureux de savoir que l'un des problèmes majeurs de la foresterie est pris en compte par l'aménagement du territoire si l'on écoute très bien les responsables en charge de l'Habitat, ainsi que les partenaires qui vont peut-être réfléchir sur comment aménager le territoire. Et comment prendre les préoccupations en charge. C'est une bonne chose qui commence.

Le mois passé [NDLR : Octobre], j'étais à Monrovia, toujours dans le même cadre. J'ai bénéficié d'une mission qui m'a permis de participer avec les partenaires internationaux à une rencontre sur le thème lié à l'implication de la biodiversité dans l'aménagement du territoire.

Actuellement, l'habitat urbain et rural est attaqué par la croissance démographique à cause des besoins de la communauté. Donc, si les besoins croissent et les ressources naturelles s'amenuisent, il va falloir qu'on classe encore des forêts. Partout où je passe je dis pourquoi l'Etat ne classe pas les chaînes de montagne qui sont dégradées. Les communautés n'en ont plus besoin. Il est temps pour nous de classer ces réserves et permettre à l'administration et aux partenaires de gérer de manière efficace et durable, les ressources.

#### **M. Gbelémou, directeur préfectoral de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction de Téliélé**

D'abord, je remercie les organisateurs de cet atelier. Je suis très content de venir participer à cet atelier de grande importance. À travers cet atelier, on a suivi des sous-thèmes qui nous ont beaucoup édifié. On a des outils bien faits mais qui ne sont pas connus aussi bien de nous les acteurs que des bénéficiaires qui sont les populations. Qu'à cela ne tienne, je suis très content parce qu'à travers les thèmes développés, nous avons compris dans ses grandes lignes, le schéma national de l'aménagement du territoire. Nous saluons surtout le fait d'impliquer les organisateurs de la Société civile, les communes.

Ce sont les élus locaux qui constituent le lien entre nous techniciens et les populations. Nous on peut sensibiliser mais si les maires, les élus locaux ne nous accompagnent pas dans la sensibilisation, nos efforts seront voués à l'échec. Excusez-moi, je suis très content de cet atelier, c'est à Téliélé où tu peux voir un maire qui bat campagne en disant votant pour moi, si votez pour moi et que je suis élu, votre maison ne sera pas touchée par le lotissement. Comment voyez-vous ça, qu'est-ce que nous techniciens pouvons faire face à une telle situation ?

Aujourd'hui, le Chef de l'Etat, Alpha Condé a envoyé 10 kilomètres de bitume pour la voirie urbaine de Téliélé, il y a aussi financé des opérations d'adduction d'eau potable. Mais certains quartiers n'en ont pas bénéficié pourquoi parce que les gens ne veulent pas adhérer à l'idée du lotissement. Ils ne veulent pas qu'on aménage leurs terres. Voilà des problèmes auxquels je suis confronté depuis 2014. Depuis cette date je n'ai pas pu faire un seul acte de lotissement, et ce n'est pas la volonté qui manque.

Je vais vous dire, le maire qui est en poste actuellement, m'avait promis que s'il est élu, le lotissement commencerait par chez lui, mais une fois élu, il n'a pas honoré son engagement. Mais je vais continuer à me battre.

Ce forum m'a permis d'acquérir plus d'expériences. Je vais sensibiliser les populations sur l'importance de l'aménagement du territoire. Mais, je voudrais que les élus locaux m'accompagnent pour que je réussisse ma mission.



### **M. Kalil TOURE, directeur préfectoral de l'Urbanisme, Habitat et Construction de Kindia**

Ça été une bonne chose. Vous savez, le SNAT a été élaboré depuis 1991. Mais, il est resté dans les tiroirs. Alors que c'est un document très important dans le cadre de l'urbanisme, le développement du pays, bref dans tous les domaines. Ceci pour éviter la disparité en matière de développement des différentes zones du pays. Parce que les hommes sont toujours appelés à se déplacer pour aller à la recherche du bien-être. Sur le territoire national, il y a des zones qui font l'objet de grande concentration comme la capitale et c'est la raison d'être du SNAT pour corriger ce déséquilibre en dotant chaque région d'infrastructures dont les gens ont besoin, pour permettre aux citoyens de rester sur place et d'avoir un cadre de vie décent.

Mes attentes, c'est d'activer le schéma national d'aménagement du territoire. Parce que c'est un outil essentiel. Le SNAT est une partie intégrante du plan national de développement économique et social [PNDES]. Ça prend en compte tous les aspects de la vie, les activités socioprofessionnelles, les infrastructures. Bref tout ce dont les populations peuvent avoir besoin sur n'importe quelle partie du territoire national. Donc le fait d'activer ce SNAT a comblé mes attentes.

Concernant la question de savoir s'il faut l'amender ou pas, je pense que le problème est que ce SNAT n'a pas été du tout vulgarisé. Vous savez on se préoccupe d'amender ou de réviser un outil qui a été mis en œuvre, mais le SNAT n'a pas été mis en œuvre pour pouvoir constater les insuffisances. Je recommande que tous les départements sectoriels travaillent ensemble. Et surtout le Comité interministériel d'aménagement du territoire [CIAT] doit être activé.

### **M. Mamadou BARRY, Inspecteur régional de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle de Mamou**

Tellement que je suis content, permettez-moi de commencer par féliciter les initiateurs de ce programme très pertinent qui touche le développement durable. Quand on parle de développement durable, on parle de l'urbanisation durable d'abord. Vue l'importance de cette rencontre, j'ai personnellement demandé à être là pour donner ma modeste part de contribution à ce forum régional de Mamou.

Les sujets que nous sommes en train de débattre aujourd'hui sont des sujets d'actualité donc très importants. Nous sommes là aujourd'hui pour préparer la jeunesse d'aujourd'hui sans pour autant compromettre la vie des générations futures. Nos prédécesseurs n'ont pas pensé aux édifices publics. Dès l'instant qu'on parlait d'édifices publics, on parlait d'écoles. Dans le cadre de la répartition des édifices publics, on oublie complètement l'enseignement technique, s'il y a aujourd'hui l'immigration clandestine c'est qu'on n'a pas tenu comptes de tous les éléments dont on est en train de parler. Nous formons un enfant au primaire, on l'envoie au collège, il n'a pas la possibilité de trouver un métier. Quand il double, triple dans une école, il n'a pas où aller parce qu'on n'a pas préparé la formation professionnelle. Aujourd'hui, vous constatez bien que l'Organisation internationale de la migration [OIM] a bien compris le message du Président Alpha Condé. Le seul moyen de maintenir nos jeunes au pays, c'est le métier. Et le secteur qui donne le métier c'est la formation professionnelle et l'enseignement technique.

Voilà c'est le Président Alpha Condé qui a donné plusieurs écoles à la région de Mamou pourquoi, parce qu'ici il y a beaucoup d'immigrés clandestins revenus au pays. La région de Mamou domine les autres régions du pays en matière d'immigration clandestine. Le problème c'est qu'on n'a pas d'écoles techniques capables de retenir nos jeunes. Nous avons donc rappelé pendant ce forum, qu'il nous faut des écoles techniques pour pouvoir gérer nos problèmes.

#### **Recommandations**

Je demande qu'on prenne en compte la répartition des domaines de l'Etat pour que chacun puisse trouver son compte particulièrement l'enseignement technique.

**Madame TRAORE Halimatou FOFANA,  
Organisation des jeunes et des femmes de  
Mamou**

Mes sentiments sont les meilleurs. Vraiment, la rencontre m'a beaucoup apporté bien que c'est le premier jour. Parce qu'on a débattu des thèmes ici que je ne connaissais pas. Maintenant, nous sommes bien outillés sur l'urbanisation. Nous voulons que l'Etat mette à la disposition de la population, des villes durables.

**Recommandations**

Mes recommandations, c'est de faire de bonnes planification, pour ne pas qu'il y ait accrochage après. Et dire aux techniciens de l'habitat qu'avant de fournir un document à quelqu'un qui doit construire, de bien voir si ce n'est pas un domaine de l'Etat, et si c'est un domaine qui peut être habité par les population. Pour ne pas qu'on vienne casser leurs maisons après.

**M. Mamadou Alpha Nèrè DIALLO, président du Conseil  
régional des organisations de la société civile de Mamou**

En venant ici j'avais besoin de savoir c'est quoi l'habitat, c'est quoi l'habitat rural ? Quels sont les domaines de compétences du personnel de l'habitat ? Je crois qu'au sortir de cet atelier, je pourrais désormais parler de l'habitat.

Désormais, puisque je suis outillé, je pourrais mieux sensibiliser les citoyens de mon quartier, de mon village et pourquoi pas les populations de la région administrative de Mamou sur le concept habitat. Comment il doit être conçu, entretenu ? Puisqu'on nous a parlé de villes durables et propres. Si cela est je pense qu'on aura une ville propre, une ville durable.

A Mamou, le problème c'est entretenir les routes pour qu'elles soient durables. Donc, nous avons un besoin d'assainissement continu par la population. Ce qui pourrait donner longue vie à ces infrastructures.

En termes de recommandations, nous souhaitons une meilleure implication de la société civile pour pouvoir bien accompagner la direction régionale de l'Habitat.

**M. Mamadou BARRY, inspecteur régional de  
l'Enseignement Technique et de la Formation  
Professionnelle de Mamou**

Tellement que je suis content, avant de commencer, je commencerais d'abord par féliciter les initiateurs de cette formation. Car, elle est très pertinente. Elle touche le développement durable, à travers l'urbanisation.

Les sujets débattus sont d'actualité. Donc, nous ne pouvons que vous féliciter et vous remercier.

Nous avons constaté que nos prédécesseurs n'ont pas tenu compte d'édifices publics, au niveau de l'enseignement technique. Un enfant qui double une classe, sans avoir la possibilité d'apprendre un métier, il n'a aucun point de chute, il va à l'immigration.

Le seul moyen de maintenir les jeunes, c'est de leur permettre d'apprendre un métier. Le domaine qui leur offre cela c'est l'Enseignement Technique et professionnel.

**El hadj Oumar BARRY, chef section Domaine et  
Cadastré, Pita**

C'est un sentiment de joie, de satisfaction. Nous venons pour apprendre. Organiser un atelier pareil nous réconforte à plus d'un titre. Donc, nous sommes très contents de la mission. Nous avons beaucoup appris. Nous remercions infiniment les organisateurs.

On était en crise de documentation concernant l'urbanisation et le code de l'urbanisation. A présent, nous avons eu des documents qui nous aident à suffire pour mener à bien, nos activités sur le terrain.

Comme je l'ai déjà dit il y a beaucoup de choses qu'on ne connaissait pas parce qu'on n'avait pas de documents, notamment les codes foncier, domaniaux mais grâce à cette rencontre, nous avons beaucoup de documents et d'informations à travers les exposés.

**Recommandations**

Nous souhaitons que ce genre de formation continue au moins une fois par an. Au niveau de tous les services. Pas seulement au niveau de l'habitat. Nous souhaitons que certains élus locaux soient invités prochainement. Parce que certains élus locaux étaient réticents face à certaines situations.

### **M. Amara Laye FOFANA, Inspecteur régional du Plan et de développement économique de Boké**

Je me réjouis beaucoup d'avoir été invité pour participer aux travaux de cet atelier. Cette rencontre nous permet de pallier beaucoup de maux que nous connaissons aujourd'hui. Si on s'était donné la peine hier de tenir compte des problématiques que nous débattons aujourd'hui, on aurait eu moins de problèmes aujourd'hui. On n'a pas de courant, de routes, de canaux d'évacuation d'eaux. Je crois que cette fois-ci, la Vision Conakry 2040 va nous permettre de trouver de remèdes à tous ces maux.

#### **Attentes**

Pour le moment je m'attends à ce que de bonnes projections dans le cadre de l'urbanisation de notre pays soient faites. Sinon on risque de se retrouver dans ce que le Chef de l'Etat [Alpha Condé] a toujours rappelé à savoir Kamsar était faite pour combien de personnes, aujourd'hui il y a combien de personnes ? Donc si les projections sont bien faites, ça nous éviterait les problèmes de casses, de brûlures de pneus pendant les soulèvements populaires.

Aussi, je m'attends à ce que cette fois-ci dans le cadre de lotissement, que l'attribution des parcelles ne soit plus communautaire. Cela veut dire qu'en attribuant les parcelles loties que chacun y trouve son compte, parce que la Guinée est une famille. Il faut éviter maintenant que les gens se retrouvent dans un lieu où d'autres ne peuvent plus passer ou vivre. Traduisons dans nos actes et comportements le concept de « la Guinée est une famille ».

Concernant les recommandations, je propose de vulgariser tous les textes légaux par rapport au foncier.

### **M. Abdoulaye DIAKITE, chef section Domaine et Cadastre à Dalaba**

La rencontre de Mamou me procure un sentiment de satisfaction. Nous nous engageons de faire la restitution une fois de retour à Dalaba. Cela va améliorer l'habitat, nos façons de faire et planifier le schéma de l'urbanisation.

Je recommande que les autorités compétentes prennent en compte les prérogatives des services à la base. Puisque souvent, nous sommes confrontés au problème de moyens. Nous avons besoin de financement pour qu'on soit beaucoup plus apte sur le terrain et rentable.

### **Mamoudou CONDE, directeur préfectoral de l'Environnement, des Eaux et Forêts de Gaoual**

Mes sentiments sont bons. A travers cet atelier, j'ai compris que l'habitat et l'environnement doivent travailler ensemble. Je suggère même qu'une plateforme soit créée à cet effet.

Je voudrais à l'issue de cette rencontre, que les questions d'assainissement, de respect de l'environnement soient davantage prises en compte.

Comme je l'ai dit tantôt, les acteurs de l'environnement et de l'habitat doivent travailler ensemble pour éviter les problèmes. Cela veut dire que les acteurs de l'habitat doivent tenir compte des aspects environnementaux pour tout ce qu'ils font.

### **M. Aboubacar DIALLO, représentant des personnes handicapées de Boké**

Je suis très content de cette rencontre. Puisque nous les handicapés, on était un peu marginalisé. Mais, aujourd'hui nous voyons que nos droits sont respectés. Puisque les institutions républicaines, le gouvernement, la société civile nous apportent de la considération et tiennent compte de nos droits. Cela nous reconforte à plus d'un titre.

#### **Recommandations**

A Boké, nous les handicapés, nous avons eu un terrain, on manque de moyens pour construire le centre de formation. Le PNUD est venu et nous a aidés à avoir une machine pour faire des briques en terre stabilisée.

Ce que je recommande c'est de nous aider à avoir un centre de formation pour les handicapés et un espace pour exposer nos briques.



## Forum Urbain mondial

Directrice Exécutive OUNU-HABITAT. © ONU-HABITAT

### Forum urbain mondial: les contributions de la délégation guinéenne...

Le Forum urbain mondial d'Abu Dhabi s'est déroulé du 8 au 13 février 2020. Ce rendez-vous international du donner et du recevoir sur les problématiques urbaines a connu la participation d'éminents personnalités venues de divers horizons.

Placé sur le thème « Villes d'opportunités - Relier culture et innovation », le Forum urbain mondial d'Abu Dhabi a été une opportunité pour les participants ayant des intérêts communs dans des domaines spécifiques de l'urbanisation durable, d'échanger, de partager des expériences, de nouer des partenariats, d'en renforcer et de créer des communautés de meilleures pratiques pour faire progresser le développement urbain durable et inclusif.

Cette grande messe sur l'urbanisation a été marquée par plusieurs sessions et panels qui ont permis à des ministres, maires de collectivités et d'autres chefs de délégation en charge du domaine, de l'Urbanisme, de l'Habitat ainsi que d'autres secteurs assimilés, et bien d'autres responsables de collectivités locales d'échanger et de partager des expériences sur la problématique de l'urbanisation dans le monde.

Les thématiques comme les Transports publics ; le financement du développement urbain ; le logement ; la préparation du prochain Sommet Afrique-France prévu à Bordeaux ; la gestion communautaire des espaces publics ont été débattues au cours de cette rencontre.

Ainsi, au sujet de la problématique des transports publics, les panelistes ont, à tour de rôle, partagé l'expérience de leurs pays respectifs, de leurs capitales comme celles Rio de Janeiro (Brésil), de Bogota (Colombie), de Conakry (Guinée), de Nairobi (Kenya) et de Kwassi (Japon).

Sur le cas spécifique de Conakry, la Maire de Kaloum a mis en relief, la place du transport public comme moyens de reconnexion sociale dans la ville de Conakry.

Mais, Madame CAMARA Aminata TOURE a souligné par la suite que la démographie galopante associée aux autres problèmes d'urbanisation de la capitale, est un handicap au développement du secteur du transport, pourtant pourvoyeur d'emplois. Les efforts d'amélioration du secteur, par la mise en circulation des bus offerts par la Turquie, du train « Conakry Express », sont un début de volonté du gouvernement, en dépit de ses moyens limités, a dit la Maire de Kaloum.

Concernant le financement du développement urbain, l'autre représentant guinéen du Ministère des Investissements des partenariats Publics-Privés recommande de s'assurer de l'insertion dans le document de planification nationale, les proportions de financement attendu par les parties prenantes, ce qui permettra un dialogue fréquent autour des stratégies de co-financement. Et de poursuivre pour encourager la stratégie de collaboration public-privé dans la recherche de mécanismes de financement ; il propose également de mettre en place, des procédures et des actions d'amélioration des compétences en matière de montage des projets et programmes en mode partenariat public et privé pour attirer des investissements locaux et étrangers ; enfin il exhorte de promouvoir le financement de l'économie bleue suivant une démarche intégrée.

Sur la même thématique, la Maire de Kaloum (Conakry) a partagé son expérience sur la création d'emplois pour les jeunes, les femmes dans le secteur du pavage des rues et la rénovation des écoles.

Ainsi, pour garantir le développement urbain, Dame Aminata TOURE recommande de mieux encadrer les propriétaires des terres urbaines de troisième et quatrième générations (optimiser la plus-value foncière pour les propriétaires, les acquéreurs et les collectivités décentralisées) ; faire un plaidoyer auprès de l'ONU-Habitat et les autres partenaires dans le but de disposer de financements suffisants pour l'accompagnement des projets novateurs sur l'urbanisation des villes ; et créer une banque de l'habitat pour le financement des projets de logements sociaux.

Pour sa part, l'expert en suivi-Evaluation de SANITA Villes Durables, Mamady CISSE a mis l'occasion à profit pour présenter l'expérience guinéenne en matière d'organisation de foras régionaux et du premier forum urbain national de Guinée.

Quant à la directrice exécutive de l'ONU-Habitat, Madame Maimunah Sharif a insisté sur la nécessité de partenariat entre son organisation et l'Union africaine dans une vision futuriste.

Les travaux du Forum urbain mondial d'Abu Dhabi ont pris fin sur note empreinte de cordialité, d'échanges fructueux entre professionnels du secteur, le tout dans une perspective pleine d'espoir pour le futur de l'urbanisation dans le monde.

Lors du Forum Urbain Mondial de l'ONU-Habitat à Abu Dhabi. © Mamady Cissé, 2020





Interview

Mme Aminata Touré, Maire de Kaloum. © SANITA Villes Durables (2020)

## La Maire Aminata Toure veut freiner le bradage des concessions à Kaloum ...

**Madame CAMARA Aminata Touré**, Maire de la commune de Kaloum a activement participé aux débats lors du Forum Urbain Mondial d'Abu Dhabi. C'était du 8 au 13 février dernier. De retour à Conakry, nous l'avons rencontrée pour évoquer au détail près, la contribution de la délégation guinéenne pendant les panels de cette grande messe urbaine. Notamment dans les secteurs des transports, de l'habitat durable, entre autres. Entretien!

**Habitat-Infos :** Vous rentrez d'Abu Dhabi où vous avez pris une part active aux travaux du Forum urbain mondial, dites-nous Madame, dans quel état d'esprit vous avez regagné Conakry?

**Madame CAMARA Aminata TOURE:** D'abord nous nous félicitons d'avoir pris part à ce rendez-vous mondial urbain. Nous profitons de l'occasion pour remercier l'ONU-Habitat, le projet SANITA Villes Durables, le Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire de nous avoir permis d'être à cette belle rencontre du donner et du recevoir. Nous pensons que ce fut une rencontre très importante qui a réuni la presque totalité des ministres en charge de l'Urbanisme et de l'Habitat des pays francophones de l'Afrique aussi des bailleurs de fonds potentiels et ça c'était très

intéressant. Il y avait aussi une forte implication et présence des collectivités, donc des maires de certaines grandes villes. Et vous savez que l'actuelle directrice exécutive de l'ONU-Habitat est une ancienne maire et donc elle fait très attention à tout ce qui concerne les collectivités locales. Et donc c'était une excellente rencontre d'échange qui nous a permis de participer à deux panels durant lesquels nous avons rencontré d'autres maires ainsi que des ministres avec lesquels nous avons eu des échanges très fructueux et qui nous ont fait bénéficier de leurs expériences.

**Madame à votre départ pour Abu Dhabi, qu'est-ce qui était attendue de la délégation guinéenne? Quelle aura été sa contribution à cette messe mondiale sur les enjeux urbains?**

La délégation guinéenne a apporté une contribution de qualité à travers le panel sur le projet de circulation urbaine dans le domaine des transports. Là, nous avons présenté la situation en Guinée, l'expérience de la Guinée, comment et quelles étaient les solutions trouvées par le gouvernement guinéen pour résoudre certains problèmes. Nous pensons que beaucoup étaient intéressés par l'expérience guinéenne. Ensuite, il y a eu le panel sur l'habitat durable, là aussi nous avons fait un exposé. Il y avait aussi un représentant du ministère des Investissements Publics-Privés, M. Traoré. En ce qui nous concerne en tant que collectivités, nous pensons que nous avons apporté une grande contribution aux débats. Nous avons fait un exposé sur notre vision de comment réaménager la capitale Conakry, singulièrement la commune de Kaloum.



Photo de famille de M. Claude NGOMSI et son équipe avec Mme la Maire de Kaloum. © SANITA Villes Durables (2020)

Comment régler les problèmes des autochtones ? Nous avons expliqué que nous avons un problème crucial à Kaloum. A Kaloum c'étaient la deuxième et la troisième génération qui étaient là qui occupaient les concessions et qui très souvent bradaient ces concessions parce qu'elles se faisaient avoir par des hommes d'affaires et commerçants véreux, et donc ces personnes vendaient ces parcelles à vil prix ou les baillaient pour 40, 50, ou 80 ans, et se retrouvaient par la suite complètement démunis dans la rue, sans logement et rien du tout. Nous avons initié de faire le tour des quartiers, pour essayer de sensibiliser les personnes en leur disant que lorsqu'elles décident de vendre ou bailler leurs parcelles ou terrains, il serait mieux de se rapprocher de la commune pour qu'ensemble nous participions à ce bail en termes de conseils et d'encadrement. Parce que nous nous sommes dit que si par exemple une famille a 800 m<sup>2</sup>, on pouvait prendre 200 m<sup>2</sup> pour bâtir une maison R+2 pour la famille pour qu'elle reste, le reste, les 600 m<sup>2</sup> pouvaient être mis à la disposition du bailleur. Nous aurions travaillé par exemple avec ces personnes sur la durée du bail parce que nous savons que ce sont des baux qui sont amortis en 5, 6 ou 7 ans surtout quand c'est à Kaloum. Ainsi nous les aiderions à rester à Kaloum, avoir leur logement en plus de pouvoir bénéficier de l'immeuble construit. Et cette idée a beaucoup intéressé les autres capitales africaines même celles de l'Asie qui nous ont posé des questions, la Côte d'Ivoire disait qu'au niveau du Plateau à

Abidjan c'était la même chose, les asiatiques, chacun est venu vers nous pour pouvoir bénéficier de cette expérience. Nous leur avons dit que nous n'avons pas encore mis cela en pratique c'est une idée, une vision que nous sommes en train de partager au niveau de la population de la commune de Kaloum. Nous pensons que dans beaucoup de domaines, la Guinée a grandement contribué au succès de cette rencontre mondiale.

**Par rapport à cette initiative, est-ce que vous avez le sentiment que l'idée est bien accueillie par les populations de votre commune?**

L'idée fait son petit chemin, parce que j'ai déjà dans mon tiroir les dossiers de quatre familles qui disent qu'elles sont prêtes à ce qu'on les aide. L'idée permet de maintenir les populations de Kaloum sur place et les aider à mieux rationaliser le processus de transactions avec les potentiels acquéreurs.

**On vous a vu prendre la parole via l'internet, pour partager votre expérience concernant le secteur des transports comme facteur d'inclusion sociale et économique ? Quelles en étaient les grandes lignes de cette intervention?**

Vous savez le problème de circulation routière à Conakry, les embouteillages surtout à Kaloum se passent de commentaire, parce que nous à Kaloum, nous recevons tous les jours [NDLR: jours de travail allant du lundi au vendredi] plus

du triple de notre population entre 6 heures du matin et 21 heures. Vous n'êtes pas sans savoir que Kaloum abrite l'ensemble des ministères du gouvernement à commencer par la présidence de la République, la primature, les sièges des ambassades, des grandes sociétés de tous ordres, le Port, les assurances, les banques, bref tout le monde se dirige vers Kaloum. Ce qui fait que nous avons un réel problème de circulation à Kaloum, nous avons d'ailleurs contribué quand il y a eu la réunion du P.A.S.T [NDLR : Programme d'appui au secteur des transports] il y a environ deux mois nous avons là aussi animé un panel pendant lequel, nous avons expliqué notre vision en ce qui concerne l'amélioration de la circulation routière, la réforme et la réglementation et de l'organisation du transport routier, l'intégration des aspects d'aménagement du territoire et d'urbanisation dans la définition des politiques de planification des transports. Nous avons eu à exposer les mêmes choses à Abu Dhabi pour dire qu'il fallait trouver une solution, dans la quête de cette solution nous avons dit qu'il fallait d'abord améliorer tout ce qui est environnement des routes, c'est-à-dire tout ce qui est emprise parce que vous n'êtes pas sans savoir que les emprises sont squattées à Kaloum, donc il faut réaménager cela et une fois que c'est bien réaménagé nous pensons que la circulation devrait être plus fluide, aussi il faut améliorer le réseau routier, les voiries urbaines et tout ce qui s'en suit. Cela était aussi une bonne contribution parce que les capitales africaines ont presque les mêmes problèmes à des degrés différents. Nous avons animé ce panel avec la ministre Djiboutienne en charge du Logement et le ministre de l'Urbanisme de la République Démocratique du Congo, il y a eu des échanges très fructueux entre nous. Aussi, il faut noter qu'ils étaient très intéressés par le pavage parce que nous avons des images que nous avons montrées, c'est pour cela qu'hier [NDLR : jeudi 27 février] nous recevions une demande d'une région de la Sierra Léone qui demandait que nous formions ses jeunes dans le pavage, nous allons préparer les jours qui suivent, 4 ou 5 jeunes de Kaloum que nous appelons pour faire face à cette demande.

**Justement vous faites bien d'évoquer le pavage, où on en est dans le projet pavage de la rue piétonne à Kaloum?**

Nous sommes d'abord sur la route du Niger, à Sandervalia, il y a des aménagements à faire. Vous savez qu'il y a aussi le projet marocain qui démarre qui a certains axes, donc nous tenons compte des projets marocains aussi. Partout où les projets marocains passent, nous n'agissons pas dans ces endroits. Nous agissons dans d'autres endroits

parce que ce qu'il y a c'est qu'il faut réaménager tous les trottoirs et toutes les emprises de Kaloum, et là vous savez ce qui se passe à l'intérieur de Kaloum. Mais il y a un suivi à faire, il faut aménager les routes, trouver une réponse à la question des déchets solides et liquides. C'est donc un travail que la commune toute seule ne peut pas faire.

**Mais n'est-ce pas que vous êtes dans ce projet accompagné par Afriland First Bank?**

Non Afriland First Bank nous a accompagné pour le premier pavage. Parce que comme vous devez le savoir, nous n'avons aucune subvention en tant que commune de l'Etat depuis que nous sommes là il y a un an. Donc il faut que nous travaillions et réfléchissons pour trouver des solutions avancées. Donc la solution que nous avons trouvée par exemple c'est de travailler pour des entreprises, qu'elles nous paient et qu'avec ce que nous économisons nous puissions continuer à aller dans les quartiers où les populations ne peuvent pas payer. Nous profitons de l'occasion pour remercier Afriland First Bank qui a été la première structure économique à croire en nous et à accepter de nous accompagner. Mais à date, nous avons aussi signé avec une société de pétrole. Elle devient la deuxième société qui est prête à nous accompagner.

**Quels sont les projets futurs de pavage de Kaloum?**

Eh bien, c'est tout Kaloum qu'il faut paver. Et pour ça nous avons besoin de tous les opérateurs économiques pour nous accompagner, nous ne leur demandons pas de l'argent, nous voulons qu'ils acceptent que nous aménagions tout autour de leur environnement physique.

**Madame, vous avez eu beaucoup de contacts au cours de ce forum, peut-on savoir si vous êtes revenue avec un paquet de projets au bénéfice de votre commune, Kaloum?**

Paquet de projet, non. Vous savez que pour le premier contact, on ne ramène pas de paquet de projets mais ce qui est certain c'est que nous avons quand même fait de bonnes rencontres avec différentes entités, nous sommes surs de continuer à échanger avec elles, d'ailleurs nous sommes invités en octobre prochain par le Maire d'une ville allemande. Nous avons discuté de certaines conditions, nous pensons que ça va aller.



**Mais quels sont les projets précis sur lesquels ont reposé vos échanges ?**

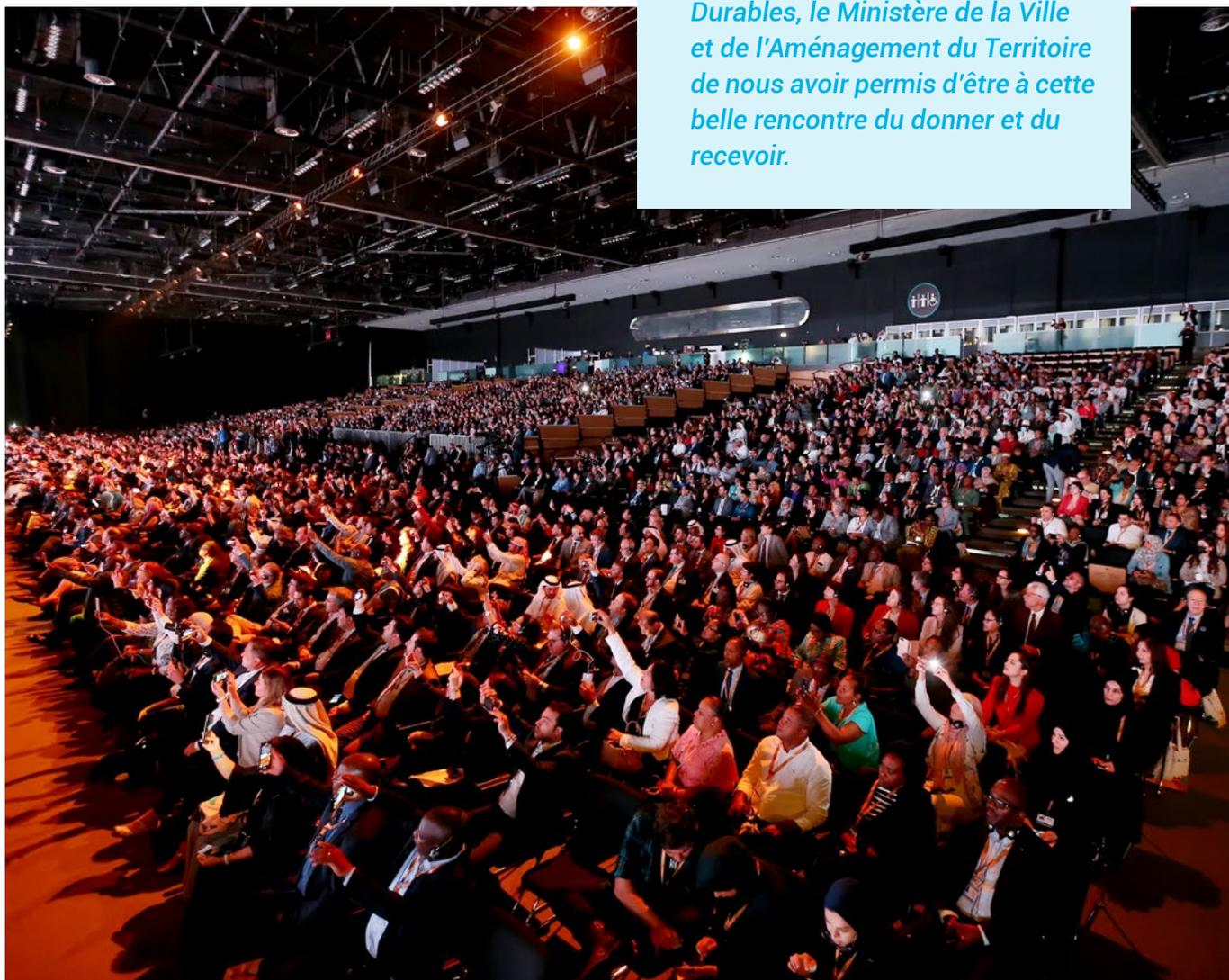
En général, c'est toujours l'habitat, la circulation routière, l'amélioration de l'environnement. Voilà ce dont on a parlé avec tout le monde. Nous avons rencontré et discuté avec les femmes maires et bien d'autres femmes élues. Aussi, nous avons été reçus à la municipalité d'Abu Dhabi accompagné de M. Claude NGOMSI. Là aussi, nous allons lancer une offensive vers la mairie d'Abu Dhabi qui est également prête à coopérer avec la mairie de Kaloum.

**Nous sommes au terme de cet entretien, merci infiniment Madame d'avoir pris de votre agenda très chargé pour répondre à nos questions.**

C'est plutôt nous qui vous remercions. Encore une fois, merci à l'ONU-Habitat, je voudrais mentionner aussi que c'est vrai que j'ai parlé au nom de Kaloum, mais j'ai aussi parlé au nom des cinq communes de Conakry et par ricochet de

l'ensemble des communes de Guinée parce que comme vous le savez, je suis vice-présidente de l'Association des maires de Guinée. Et chaque fois que j'ai parlé de la commune de Kaloum j'ai aussi parlé des autres communes de Conakry pour la simple raison que nous ne pouvons pas aménager Kaloum et laisser les autres communes de côté, même pour les voyages futurs, nous avons parlé du Grand Conakry. Nous pensons que pour les prochaines rencontres ce ne sera pas seulement la maire de Kaloum, on va commencer à solliciter les autres maires du Grand Conakry et même ceux de l'intérieur du pays.

*D'abord nous nous félicitons d'avoir pris part à ce rendez-vous mondial urbain. Nous profitons de l'occasion pour remercier l'ONU-Habitat, le projet SANITA Villes Durables, le Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire de nous avoir permis d'être à cette belle rencontre du donner et du recevoir.*



Des participants lors Forum Urbain Mondial organisé par l'ONU-Habitat à Abu Dhabi. © Mamady Cissé, 2020



Photo de famille des participants. © Cellule de Com' du MVAT 2020

### La problématique du foncier préoccupe le monde du secteur !

Les acteurs de plusieurs secteurs débattent de la problématique du foncier en Guinée. C'était au cours d'un atelier de deux jours. Soit du 27 au 28 janvier 2020. Cette rencontre a permis aux participants de faire l'état des lieux du foncier, les défis qui s'y rattachent et les perspectives pour la sécurité alimentaire.

A la lumière des questions pertinentes débattues, on peut affirmer sans risque d'erreur que les directives issues de deux jours de travaux permettront de répondre à certains maux notamment en milieu rural. Il s'agit des terroirs communautaires non délimités et souvent mal cernés, des surfaces agricoles utiles non exploitées, des aménagements publics et privés non valorisés, des espaces ligneux dégradés, des zones de parcours des éleveurs transhumants non matérialisées, des zones agricoles non délimitées, des mares surexploitées et l'accès à la terre pour les couches sociales à statut précaire souvent peu ou pas assuré.

Dans son discours d'ouverture, le secrétaire général du Ministère de la Ville et de l'Aménagement du

Territoire, Mohamed Maama Camara a au nom de son ministre soutenu la complexité de la gouvernance foncière. Elle se caractérise, a-t-il fait savoir, par les difficultés d'accès au foncier, la multiplicité des acteurs dans la gestion foncière, la réduction des surfaces cultivables entraînant entre autres l'insécurité alimentaire. C'est pourquoi, il a plaidé pour une action à la fois coordonnée, organisée et vigoureuse de la part de tous les Etats.

« Les défis pour le Ministère de la Ville et l'Aménagement du Territoire par rapport à cet atelier sont énormes. Comme je l'ai dit dans mon intervention, le Tout Puissant Créateur de l'univers crée tous les jours des êtres humains, des animaux... mais la terre Dieu n'en crée plus, d'où la nécessité de sa bonne gestion. Tous les développements se font sur la terre, si tout ce qui se passe sur la terre n'est pas bien géré, on n'est pas bien encadré par rapport à ça, on risque d'être confronté à des conflits sociaux à tous les niveaux", a alerté Mohamed Maama Camara.

Il faut rappeler que cet atelier est initié par l'Association de coopération et de recherche pour le développement (ACORD) avec un appui de l'organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en partenariat avec la confédération nationale des organisations paysannes de Guinée CNOP-G et le gouvernement guinéen à travers les ministères de la Ville et de l'Aménagement du Territoire ; de l'Agriculture ; et de l'Administration du Territoire.

## DATU: vers la mise en place d'une cellule SIG et informatique!

Les responsables et cadres de la DATU, d'ENABEL et de l'ONU-Habitat étaient en session de travail ce mercredi 5 février 2020. Présidée par le Directeur National de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (DATU), la rencontre avait pour but d'échanger autour de la mise en place d'une cellule de Système d'informations (SIG) et informatique.

Selon les intervenants à cette rencontre, la mise en place de cet outil répond à des besoins précis : il s'agit d'une manière générale pour l'Etat guinéen de disposer des données fiables et régulièrement mises à jour ; et de manière spécifique de permettre à la DATU de disposer d'un Système performant et durable qui aide à la prise de décision en matière de production, de gestion des données et de la production des cartes.

Les participants à cette rencontre, une trentaine, ont discuté des paramètres techniques et des modalités en termes de composition, de domiciliation et d'acquisition de local pour abriter ladite Cellule.

A ce titre, il a été proposé un nombre de 6 personnes au minimum et de 10 au maximum pour composer ladite Cellule qui ne soit pas trop dépendante d'une Division donnée. Elle doit être

transversale de manière à servir de support à toutes les Division de la DATU. C'est en tous les cas, le vœu des initiateurs de la présente activité.

Pour ce qui concerne l'Unité informatique, son rôle va consister entre autres, à concevoir des bases de données ; assurer l'administration et la maintenance des bases de données.

Quant au rôle dévolu à l'Unité SIG, il consiste en l'acquisition et l'analyse des données ; l'archivage ; la pérennisation et la diffusion des données scientifiques validées, entre autres.

Mais l'accomplissement correct de telles tâches suppose, le renforcement des capacités des membres de la Cellule SIG et Informatique en vue de faciliter par la même occasion, le transfert des compétences.

A rappeler qu'au présidium, on notait la présence du Directeur National de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme Ibrahimia CAMARA ; de Nene Mariama BALDE Coordinatrice nationale de SANITA Villes Durables de l'ONU-Habitat ; de Moïse Moussa Akobi et David Hacquin tous deux de SANITA Villes Propres d'ENABEL.

La prochaine étape de la mise en place de la Cellule SIG et Informatique sera la décision de la rattacher ou non à une Division particulière de la Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (DATU).



A droite, M. Moïse Moussa Akobi et ses collaborateurs (ENABEL). © SANITA Villes Durables

## Qualification des architectes et urbanistes : L'ISAU se dote d'un bâtiment multifonctionnel

Dans le souci de répondre aux besoins de qualification de son personnel, l'institut supérieur d'architecture et de l'urbanisme vient de se doter d'un nouveau local aux normes requises. C'est un bâtiment complexe comportant dix bureaux, un laboratoire urbain, une bibliothèque, des salles de classes et une autre destinée aux professeurs.



Vue du bâtiment en pleine construction à l'Institut Supérieur d'Architecture et d'Urbanisme. © ISAU

Grâce à un appui de l'ONU-Habitat à travers le projet SANITA Villes Durables financé dans le cadre du programme indicatif national (PIN) du 11ème Fonds européen de développement (FED). Faut-il le rappeler, l'objectif primordial est de permettre à l'Institut supérieur d'architecture et d'Urbanisme (ISAU) de mettre à disposition un personnel qualifié, la documentation et les informations requises à la mise en œuvre efficace dudit projet.

Le laboratoire urbain et la bibliothèque à équiper par l'ONU-Habitat, soit dit en passant, vont servir entre autres, à assurer la formation initiale et continue des formateurs en matière de gestion d'un Laboratoire urbain; promouvoir une politique nationale urbanistique en adéquation avec le changement climatique; offrir des prestations de service à la Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (DATU) et

aux communautés en matière d'urbanisme; développer les échanges d'expériences dans le cadre d'urbanisation avec d'autres institutions d'enseignements supérieur et de recherche scientifique en Guinée, dans la sous-région et au niveau international; offrir aux étudiants les outils d'enquêtes et de réglementation urbaine; traiter des thèmes de stimulation des villes urbaines dans le Laboratoire.

Quant à la bibliothèque, plusieurs activités y seront réalisées. Il s'agit du rondage, de l'estampillage des documents, de la diffusion de l'information à travers des prêts de documents (consultation sur place et à domicile pour les enseignants chercheurs de l'ISAU et des fonctionnaires de la DATU/MVAT). Ces activités vont permettre aux abonnés de se faire enregistrer et se voir délivrer des cartes de lecture.

## Guinée : l'ONU-Habitat et le PNUD s'activent pour la mise en place de l'Observatoire de la sécurité urbaine

Le mercredi 29 janvier, le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile a présidé la cérémonie d'ouverture de l'atelier de formation des acteurs de l'Observatoire de la sécurité urbaine. Organisé par le Programme des Nations-Unies pour les Etablissements Humains (ONU-HABITAT) en collaboration avec le Programme des Nations-Unies pour le Développement et le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, la rencontre s'est déroulée dans la salle polyvalente du ministère de la Sécurité et de la Protection Civile.

Au programme de la cérémonie, quatre discours ont été prononcés. Le premier a été tenu par le Directeur général du Bureau de Stratégie et de Développement (BSD) du ministère de la Sécurité et de la Protection Civile.

D'entrée, il dira que l'observatoire de la sécurité urbaine est initié par le Gouvernement guinéen à travers le ministère de la Sécurité mis en œuvre par l'ONU-Habitat et le PNUD. Le Directeur général du BSD a rappelé les études préalablement menées sur les déterminants urbanistiques de la délinquance urbaine et sur la perception de la police guinéenne.

Le présent atelier qui regroupe une centaine de participants porte sur trois thématiques : l'adressage, le KOBOTOOLBOX-KOBOCOLLECT et le système d'information géographique. L'observatoire de sécurité urbaine est un projet pilote qui concerne l'axe Hamdallaye – Kagbelen avec possibilité d'extension à l'échelle nationale, selon l'orateur.

Le deuxième intervenant, M. Eloi Kouadio IV, Représentant Résident adjoint du PNUD s'est réjoui de cette rencontre qui s'inscrit, dira-t-il, dans le cadre du prolongement de la réforme de sécurité initié par le gouvernement de Guinée en collaboration avec le Système des Nations-Unies.

Pour cette phase pilote de la mise en place de l'Observatoire sur la sécurité urbaine, plusieurs équipements ont été acquis sur financement du Fonds des Nations-Unies pour la consolidation de la paix. Il s'agit entre autres : des tablettes, des motos, et des ordinateurs d'une valeur environ de 66 mille dollars. M. Eloi Kouadio IV met l'accent sur l'intérêt que le PNUD et l'ONU-Habitat accordent à la question de sécurité telle qu'indiquée dans l'Objectif de Développement Durable (ODD11) dans ses points 2 et 3 portant sur l'amélioration des transports et la promotion de l'urbanisation durable.



Au centre, le Ministre de la Sécurité entouré à droite de M. Eloi Kouadio IV, et du secrétaire général du ministère de la Sécurité.

© SANITA Villes Durables, 2020



Une vue de la salle de formation. © SANITA Villes Durables, 2020

Pour la troisième intervenante, représentant l'ONU-Habitat, Mariama Baldé Coordinatrice nationale de SANITA Villes Durables, mettra le curseur sur l'augmentation rapide de la population urbaine. Toutes choses qui posent les problèmes de logement, d'infrastructures, bref, des services socio-économiques de base.

Pour tenter de trouver une réponse à cette problématique, la communauté internationale a adopté à QUITO le nouvel agenda urbain 2016 – 2036, dont la vision est de rendre les villes plus inclusives, plus sûres, plus résilientes et plus durables par diverses mesures inclusives intégrant la sécurité urbaine, la prévention de la criminalité et de la violence, ajoute Madame Baldé.

Et de poursuivre : « la réalisation de cette vision exige de repenser la planification urbaine et de créer une base d'informations urbaines pour une gouvernance urbaine plus efficace ».

En Guinée, « l'ONU-Habitat a appuyé un certain nombre d'actions parmi lesquelles, une étude sur

les déterminants urbanistiques de la délinquance à Conakry ; un projet de réinsertion socio-économique des jeunes à Conakry et N'Nzérékoré et en cours avec l'appui de l'Union européenne, la relance de la planification et de la gestion urbaines à travers l'élaboration d'un schéma directeur d'urbanisme de Conakry, et une politique urbaine nationale qui mettent en relief, les questions de sécurité urbaine ».

Pour sa part, en présidant la présente cérémonie d'ouverture, le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile a indiqué que par ce projet, le gouvernement guinéen et ses partenaires cherchent à améliorer le climat sécuritaire dans le pays.

La cérémonie d'ouverture des travaux de l'atelier de formation des acteurs de l'observatoire de la sécurité urbaine a pris fin par la remise symbolique des équipements par le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, M. Damantang Albert Camara.



# Une meilleure qualité de vie pour tous dans un monde en urbanisation

Merci de nous suivre sur  
nos réseaux sociaux



Twitter : @SDurables

Facebook : @sanitavillesdurables

**ONU HABITAT**  
POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN



*Ce projet est  
financé par l'Union  
européenne*



MVAT/DATU